

Contexte de la situation des droits de l'homme au Venezuela pendant l'année 2011.

La situation des droits de l'homme analysée dans le présent rapport dans le contexte économique, social, politique et institutionnel vénézuélien, est caractérisée par des opportunités, des reculs et quelques avancées dans la pratique et la jouissance de ces droits pour toutes les personnes. Plusieurs faits sont à souligner pendant cette période d'analyse : l'évaluation intégrale du Venezuela au Conseil des Droits de l'Homme (CDH) des Nations Unies ; la stagnation de la lutte contre la pauvreté ; la consolidation de la stratégie électorale comme mécanisme d'action politique démocratique ; l'imposition de la part des forces hégémoniques au pouvoir d'un cadre juridique légal mais inconstitutionnel et non démocratique cherchant à imposer le Socialisme du XXI^e siècle ; le processus croissant d'exigibilité des droits de la part de la population ; les avancées dans le processus de création d'un nouveau modèle de police respectueux de la dignité humaine, et le lancement de la « Gran Misión Vivienda Venezuela » (Grande Mission Logement Venezuela) pour s'acquitter de la dette sociale dans ce domaine.

Approfondissement d'une politique non démocratique, le projet « Socialisme du XXI^e siècle »

Depuis 2007, année où le gouvernement a proposé de modifier la Constitution pour créer un cadre juridique permettant d'instaurer un système socialiste dans le pays, nous avons prévenu que les mécanismes et les changements promus contenaient des aspects antidémocratiques qui pouvaient mettre en péril le maintien d'une société plurielle¹. Le peuple² avait refusé de manière massive cette proposition ; cependant allant contre la volonté populaire et violant la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela, le gouvernement a continué à imposer son projet socialiste en créant un cadre juridique caractérisé par l'exclusion, le centralisme, la cooptation des organisations sociales et la fermeture d'espaces aux opinions critiques de la gestion de l'État. Décembre 2010 représenta un moment emblématique des risques pour la démocratie et la pluralité. La majorité parlementaire, formée par des députés en faveur du gouvernement à l'Assemblée Nationale, promulgua dans des délais extraordinaires et sans aucune consultation, plus de 20 lois qui modifient, de manière inconstitutionnelle, la configuration des pouvoirs publics et l'organisation territoriale du pays. Cela a été fait au cours des deux mois précédant la fin de son mandat. La nouvelle Assemblée Nationale est composée par une représentation

1 PROVEA : situation des Droits de l'Homme au Venezuela. Rapport Annuel octobre 2009-septembre 2010. Caracas 2010. p. 15.

2 En 2007, la proposition de réforme constitutionnelle a été portée à un referendum et la majorité de la population a voté contre.

significative de partis de l'opposition³. À ce sujet, l'association civile Civilis a dit :

« La prétention d'implanter, au moyen de lois qui manquent de légalité et de légitimité, un état différent de l'État démocratique et social de Droit et de Justice, fédéral et décentralisé, malgré l'utilisation d'un langage constitutionnel, n'est rien d'autre qu'une fraude à la Constitution. Cette prétention implique la rupture avec l'état de droit et expose la population vénézuélienne au risque d'être dans l'impossibilité de réaliser ses droits à la vie, à la liberté, à la justice, à l'égalité, à la solidarité, à la démocratie et au pluralisme politique⁴. »

La Loi de Défense de la Souveraineté Politique et de l'Autodétermination Nationale⁵ est une des lois adoptée de manière irrégulière. Cette réglementation criminalise les organisations de défense des droits politiques et l'accueil de coopération internationale. Elle a été adoptée avec l'excuse de freiner l'ingérence étrangère réalisée à travers des aides économiques à des organisations de la société civile⁶. Cette loi s'inscrit dans la politique de l'État consistant à mettre en difficulté les actions des organisations indépendantes⁷.

L'attitude antidémocratique de l'Assemblée Nationale sortante s'est renforcée lorsque, à la demande du président Hugo Chávez, elle a promulgué une loi grâce à laquelle le chef de l'État a été habilité à légiférer de manière extraordinaire⁸ pendant 18 mois. La loi d'habilitation a été rédigée dans des termes tellement imprécis que le Président peut, grâce à des décrets-lois, dicter des normes qui réduisent les droits de l'homme et normalisent des délits⁹. Le prétexte utilisé a été celui de la situation d'urgence dans

3 Aux élections parlementaires de septembre 2010, l'opposition a obtenu 65 députés à l'Assemblée Nationale, tandis que les forces politiques pour le gouvernement en ont obtenu 98.

4 Civilis : situation des droits de l'homme et la démocratie au Venezuela face aux récentes mesures législatives [en ligne] consulté le 23.09.11.

5 Gaceta Oficial N°6013 Extraordinaire du 23.12.10.

6 Par exemple, l'article 6 de cette loi établit que « les organisations à des fins politiques ou les organisations de défense des droits politiques, qui à travers leurs membres de direction, des personnes interposées ou par voie anonyme reçoivent des aides économiques et des apports financiers de la part de personnes ou d'organismes étrangers, seront sanctionnées avec une amende équivalente au double du montant reçu, sans préjudice de l'application des sanctions prévues dans d'autres lois. »

7 Provea considère qu'il est sain et opportun que l'État exerce un contrôle de la réception des fonds nationaux et internationaux. De fait il existe déjà de larges contrôles. Mais cette attitude est différente à celle de criminaliser la réception de fonds et disqualifier les organisations qui les reçoivent ainsi que considérer comme suspecte toute organisation qui recherche et reçoit une coopération internationale.

8 L'article 203 de la Constitution de la République Bolivarienne du Venezuela établit que les lois habilitantes qui délèguent au président ou à la Présidente la faculté de dicter des normes ayant rang, valeur et force de loi, doivent établir les directives, objectifs et cadre des matières qui sont déléguées et fixer le délais de leur exercice.

9 Gaceta Oficial Extraordinaria N°6.009 du 17.12.10. La loi autorise le Président à légiférer dans les domaines suivants : situation d'urgence due aux pluies, infrastructure et services publics, logement et habitat, aménagement du territoire, financier et tributaires, sécurité citoyenne et justice, sécurité et défense intégrale, coopération internationale, système économique. Elle donne la faculté au Président de dicter des décrets ayant le rang de loi de hiérarchie organique.

laquelle se trouvait le pays à la fin 2010, suite aux pluies sur tout le territoire national, prétendant à une légitimité sur mesure dans l'opinion publique en utilisant l'argument selon lequel l'habilitation était nécessaire pour s'occuper rapidement des familles sinistrées¹⁰. Après cinq ans d'hégémonie parlementaire partisane du gouvernement, le nouveau parlement, pluriel par décision de la souveraineté populaire, perdait sa capacité de réaliser ses fonctions de manière démocratique¹¹.

La coalition d'organisations des droits de l'homme, « Foro por la Vida » et le Réseau d'organisations de Développement Sinergia ont exprimé de manière conjointe leur inquiétude quant aux implications sur les droits de l'homme :

« La loi d'habilitation met en péril de manière sérieuse les droits de l'homme qui doivent être respectés et garantis par l'État, comme l'exige la Constitution et les instruments internationaux des droits de l'homme. C'est le Pouvoir Législatif qui est appelé constitutionnellement à réguler ces droits, car il offre les conditions de pluralisme et de délibération démocratique que le Pouvoir Exécutif ne peut pas réunir. La loi d'habilitation ouvre les portes à la limitation par décret-loi des droits de l'homme dans différents domaines » (...)

Cependant, la loi d'habilitation a été soutenue par des organisations sociales et individuelles en accord avec le processus politique dirigé par le Président Chávez : *« Comment affronter une situation aussi compliquée avec les outils normaux propres d'un processus de paix, avec une bureaucratie de la cinquième colonne et avec des ressources limitées? Ce n'est pas possible. 50 ans passeraient et on verrait seulement quelques avancées. Il fallait légiférer de manière extraordinaire. De plus, la gestion du parlement révolutionnaire se termine en janvier et arrive une nouvelle composition où la présence de 65 parlementaires d'extrême droite, qui même s'ils ne sont pas majorité, gêneraient et retarderaient l'approbation de lois vitales pour sortir de la crise¹². »*

10 Nous sommes d'accord que la situation d'urgence méritait une réponse rapide de la part des institutions de l'État, mais cette réponse pouvait être garantie sans la nécessité de donner des facultés extraordinaires au Président de la République.

11 Jusqu'à septembre 2011, par la voie de l'habilitation donnée au Président Chávez, 20 lois avaient été dictées dont La Loi Spéciale de Refuges Dignes, pour protéger la population en cas d'urgence et de désastre, la loi organique des Forces Armées Bolivarienne et la Loi organique d'administration financière dans le secteur public. La AN avait pour sa part approuvé seulement trois lois, dont la Loi Organique contre la Discrimination Raciale.

12 Humberto Gomez Garcia. La Ley Habilitante, instrumento para la transformacion [en ligne].

Maintient de l'extractivisme comme modèle de développement pour le pays.

Dans différentes instances du haut gouvernement, y compris le chef de l'État, on appelle « Socialisme Pétrolier » le projet politique promu actuellement depuis le palais de Miraflores¹³. Cette notion associe l'idée du progrès à une croissance économique d'évolution linéaire et perpétuelle, qui exige une intensification de l'appropriation des ressources naturelles, et dont le débat prétend se différencier des projets du passé en ce qui concerne la redistribution des bénéfices. Dans le cas du Venezuela, comme dans d'autres pays de la région, l'exportation des ressources énergétiques constitue le moteur de l'économie. Ce type d'activité économique primaire est appelé « Extractivisme ». À la différence du modèle développé dans la décennie des années 90, période de l'offensive néolibérale, le néo-extractivisme progressiste octroie un rôle plus important à l'État et augmente la quantité de ressources énergétiques offertes sur le marché mondial en argumentant que la manne obtenue par ces politiques d'extraction sera destinée aux projets de lutte contre la pauvreté¹⁴. Pour 2010, il existait 34 points d'extraction dans le pays, fonctionnant sur un modèle d'entreprises mixtes¹⁵, qui, même si elles réservent la majorité des actions pour l'État vénézuélien, constituent une régression par rapport à la nationalisation pétrolière réalisée dans les années 70.

Dans la loi de finances 2011, 27,6% des recettes fiscales nationales provenaient des revenus pétroliers. Cependant, les actes extraordinaires qui constituent le budget parallèle de fonctionnement du pays, à travers les « fonds », proviennent des excédents pétroliers¹⁶. Selon le projet de loi de finances 2012, pas approuvée à la clôture de ce présent rapport, 29,9% des recettes proviendront de la vente du pétrole, estimé à 50 dollars le baril mais coté dans l'actualité à plus de 100 dollars.

Cet extractivisme comme modèle de développement se heurte à la jouissance des droits des peuples indigènes et des droits environnementaux. Bien que ce soit un mandat constitutionnel, le processus de délimitation des territoires indigènes a

13 « Le socialisme a beaucoup de composants, beaucoup de fronts de bataille. Dans le cas vénézuélien, au cœur de notre projet socialiste il doit y avoir le composant pétrolier. Socialisme Pétrolier. » Hugo Chavez : Dos años profundizando el Socialismo Petrolero [en ligne] <<http://www.pdvsa.com/interface.sp/database/fichero/publicacion/4705/530.PDF>>

14 Eduardo Gudynas : Diez tesis urgente sobre el nuevo extractivismo. Contexto y demandas bajo el progresismo sudamericano actual [en ligne] <<http://transiciones.org/taller2011/introduccion/docs/GudynasExtractivismoSociedadDesarrollo09.pdf>>

15 Venezuela: transnacionales, militarismo y resistencias [en ligne]. Consulté le 01/10/2011

16 Différence entre le prix du baril enregistré dans la loi de finances et le prix réel sur le marché. Par exemple, la Loi de finances 2010 estimait le prix du baril à 40 dollars, son prix réel sur le marché se situant entre 70 et 80 dollars. Ce budget parallèle est réfractaire à la reddition des comptes et à l'inspection sociale.

seulement augmenté de 2,4% en une décennie, stagnation qui s'explique en partie par la présence de gisement de minerais et de pétrole sur une bonne partie du territoire des peuples originaires. Comme dans d'autres pays de la région, la recherche de revenus économiques est plus importante que ses répercussions sociales et environnementales. Par exemple, pendant la période du dit rapport, les indigènes Kariña de Tascabaña, état Anzoátegui, continuèrent à exiger à PDVSA une solution à la pollution de leurs eaux par des rejets de pétrole et des fuites de gaz¹⁷. D'un autre côté, l'instrumentalisation de la nature repousse la mise en place de politiques pour la régénération et la durabilité de l'environnement. Les derniers chiffres connus sur la déforestation s'élèvent à plus de 2,8% par an, c'est à dire que 1300 millions d'hectares par an¹⁸ ont été coupés. Se plaçant à la 55ème place du classement mondial¹⁹, Le Venezuela est le pays qui émet le plus de dioxyde de carbone (CO²) par habitant. À la différence d'autres pays de la région, nous n'avons pas assumé de stratégie de mitigation ni d'adaptation au phénomène du changement climatique. Cette absence de prévision et de planification a eu une influence et pourrait conduire de nouveau à des événements similaires à ceux de décembre 2010, lorsque au moins 34 personnes sont décédées à cause des fortes pluies.

La dépendance élevée à une économie de rentes pétrolières empêche le développement d'une économie diversifiée, écologique, autosuffisante et endogène, ce qui à son tour empêche la jouissance appropriée d'autres droits comme celui de l'alimentation. Selon des données du Ministère de l'Alimentation le pourcentage d'aliments importés atteignait 77,9% du total des aliments acquis en 2010.

Stagnation de la lutte contre la pauvreté et augmentation des dépenses militaires.

Dans le rapport précédent, nous avons averti que l'on constatait un ralentissement de la tendance à diminuer la pauvreté²⁰. La lutte contre la pauvreté avait été un des aspects positifs en matière des droits de l'homme au cours des dernières années. Les données officielles de l'INE montrent que la lutte contre la pauvreté a stagné et qu'elle présente des indices en augmentation pour le premier semestre 2011. Le taux de pauvreté monétaire, défini comme la proportion des ménages ayant un niveau de vie inférieur au seuil de pauvreté, représentait 27,5% au 1er semestre 2007. 4 ans plus tard, au 1er semestre

17 Argel Fernández : En Tascabaña tienen 3años esperando una fuente de agua (en ligne) <<http://eltiempo.com.ve/locales/zonasur/comunidad/en-tascabana-tienen-3-anos-esperando-una-fuente-de-agua/33146>>

18 Juan Linares : la destrucción de los bosques en Venezuela (en ligne)

19 Honty Gerardo : Cambio climático : negociaciones y consecuencias para América Latina (en ligne)

20 PROVEA : rapport annuel 2009-2010. p. 14.

2011, il atteignait le chiffre de 27,4%. Mais si l'on compare avec 2010 (26,8%), il a augmenté de 0,6%. Au 1er semestre 2011, le taux d'extrême pauvreté était de 7,6% et au 1er semestre 2010, il était de 7,3%, ce qui représente une diminution de 0,3%. Mais si l'on compare avec 2010 (7,1%) il a augmenté de 0,2%²¹. Si on analyse le taux de pauvreté en conditions de vie (mesurée selon les besoins fondamentaux insatisfaits), on peut constater une tendance similaire : en quatre ans, ce taux a diminué de 2,1% et celui de l'extrême pauvreté de 1,6%. Il est important de souligner que cette stagnation intervient avant que le gouvernement ne reconnaisse la crise économique et au cours d'une période durant laquelle le gouvernement a perçu des revenus pétroliers élevés²². Si on analyse le taux de pauvreté monétaire par état dans le pays, on remarque que dans 17 des 23 états la pauvreté a augmenté légèrement ou fortement, si on compare les chiffres du premier semestre 2007 et ceux du premier semestre 2011. Elle a aussi augmenté dans le Distrito Capital. Point positif, la pauvreté a diminué légèrement ou fortement dans les états Aragua, Barinas, Bolívar, Carabobo, Táchira et Zulia au cours de ces quatre années.

La stagnation de la lutte contre la pauvreté, analysée maintenant non plus par ménage mais par personne, donne des résultats similaires. Alors que au premier semestre 2007 il y avait dans le pays 8.717.639 personnes au total en condition de pauvreté, selon des données de l'INE, au premier semestre 2011 ce chiffre s'élevait à 9.365.895. Si on compare l'année 2010 et l'année 2011 on peut constater une légère augmentation²³.

La paralysie de la lutte contre la pauvreté a des répercussions négatives tant sur la qualité de vie des personnes que sur la jouissance de droits spécifiques. Par exemple, le droit à un emploi digne. La lutte contre le chômage a aussi ralenti. Au premier semestre 2007, le taux de chômage s'élevait à 9,2%, soit 1.125.599 personnes. Quatre ans plus tard, au premier semestre 2011, il était de 8,8%, soit 1.157.672 personnes²⁴. C'est à dire qu'en

21 Les chiffres sont pires si on prend des données du Système Intégré des Indicateurs Sociaux du Venezuela (Sisov). Selon cette source officielle les ménages pauvres au deuxième semestre de 2007 étaient de 28,5% et au deuxième semestre 2010 ils avaient atteint 32,5%, ce qui représente une augmentation de 4%. L'extrême pauvreté était de 7,9% au deuxième semestre 2007 et au deuxième semestre 2010 elle était de 8,6%.

22 Depuis 2007, les prix du pétrole se sont maintenus au-dessus de 50 dollars. En 2009, selon des chiffres officiels, la moyenne annuelle a été de \$57,1, en 2010 de 71,97\$ et pour le premier semestre 2011 de 92,05\$.

23 Selon les chiffres venant de l'INE, pour le premier semestre 2010, il y avait au total 9.036.516 personnes en condition de pauvreté et un an plus tard ce chiffre a augmenté à 9.365.825 personnes, c'est à dire qu'au cours de cette période, 325.565 personnes passèrent en dessous du seuil de pauvreté.

24 En 2004, le gouvernement a lancé la Mision Vuelvan Caras, faisant la promesse de réduire le taux de chômage de 16,6% (à ce moment) à 5% pour décembre de la même année. Cependant, il a seulement réussi à le faire passer à 13,9%. Pour 2005, le chômage a été de 11,4%. Pour 2006 de 9,3%. Pour 2007 de 7,5%. Pour 2008 le taux de chômage se trouvait à 6,9%. En 2009 il a augmenté légèrement pour arriver à 8,1%. En 2010, il a de nouveau légèrement augmenté pour se trouver à 8,5% et pour le premier semestre 2011, selon les chiffres de l'INE, il se trouvait à 8,8% et il recommençait à augmenter. La promesse de ramener le taux de chômage à 5% en un an n'a jamais été réalisée et sept ans plus tard elle est loin d'être remplie.

quatre ans, avec des prix du pétrole très élevés, le taux de chômage a baissé seulement de 0,4%. Différentes études statistiques montrent une grande sensibilité pour l'emploi, surtout dans les secteurs populaires. L'enquête « valorations sociales au Venezuela », réalisée par le centre Gumilla en avril 2011 a constaté que l'emploi constituait la principale nécessité personnelle et familiale dans les secteurs C-, D et E, avec 40,5% des réponses, suivi de l'insécurité (29,9%) et de la santé (22,6%)²⁵. D'autre part, l'enquête « Structure sociale du Goût : une approximation pour caractériser les goûts de la population vénézuélienne », réalisée par le Groupe de Recherche « Siglo XXI » en octobre 2011, présenta le chômage et le manque de travail comme « l'aspect de la vie qui rend le plus malheureux les gens », avec 19%, suivi des manques matériels (17%) et des problèmes familiaux (10%)²⁶.

Dans son rapport pour l'Examen Périodique Universel (EPU), l'État vénézuélien a présenté des chiffres sur la pauvreté qui montrent une réalité mais en cachent une autre : « *Les réussites de l'État vénézuélien dans la matière ont été la diminution des ménages en situation d'extrême pauvreté, qui sont passés de 21% en 1998 à 7,1% en 2010, selon les études réalisées par l'Institut National de Statistiques (INE)*²⁷ ». Il est vrai que la réussite de la réduction de la pauvreté est une des avancées importantes en matière des droits de l'homme, mais il est nécessaire de prévenir, comme nous l'avons fait dans le rapport précédent en s'appuyant sur des chiffres officiels, que la lutte contre la pauvreté a stagné depuis 2007. L'indice de Développement Humain (IDH) a aussi montré le léger recul de quelques uns des indicateurs sociaux du pays. En 2011, le Venezuela se trouvait à la 73ème place sur 187 pays alors qu'en 2009 il était à la 58ème place après avoir été à la 74ème place en 2007-2008²⁸.

Cette stagnation est aggravée car, depuis 2007, selon les chiffres du Système Intégré des indicateurs Sociaux du Venezuela (Sisov), la part des dépenses sociales dans le PIB a majoritairement diminué. L'investissement public a atteint son zénith en 2006 (6,8% du PIB) et en 2010 il était le plus faible de la décennie (3,4%). Dans le domaine de la santé, les chiffres de 2007 ont été les plus élevées de la décennie, avec 4,47% du PIB,

25 Luis Salamanca: *A pesar de todo, el optimismo se desborda* [en ligne] <<http://www.gumilla.org/?p=article&id=13172563125559&entid=article>> consulté le 01.11.11.

26 Groupe de Recherche Siglo XXI: *Estructura Social del Gusto: Una aproximación para caracterizar los gustos de la población venezolana* [en ligne] <<http://www.gisxxi.org/wp-content/uploads/2011/11/Estructura-social-del-gusto.pdf>>

27 Rapport présenté par l'État vénézuélien au Groupe de Travail sur l'Examen Périodique Universel du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies le 19.07.2011.

28 PNUD: Rapports sur le Développement humain [en ligne] <<http://hdr.undp.org/es/informes/mundial/idh2011/>>

descendant en 2010 à 2,48%. Dans le secteur du logement, qualifié comme « problème d'État », l'année 2006 a été celle de l'investissement le plus important, avec 3,84%. Les années suivantes les dépenses consacrées au logement ont diminué pour arriver en 2010 à 1,38%. Même dans le secteur de l'éducation, où l'on avait relevé dans les rapports précédents un important effort financier, en 2010, on a enregistré la plus faible dépense d'éducation des 10 dernières années, avec 4,77% du PIB. L'indicateur de sécurité sociale est le seul qui ait été stable depuis 2006 ; en 2010 il était de 4,94%²⁹.

En contrepartie, on a vu une augmentation des dépenses militaires, aussi bien pour l'armée que pour l'achat d'armes. Selon la loi de Finances 2011, le Ministère de la Défense était la huitième institution à avoir reçu le plus de ressources. Seulement quatre institutions responsables des politiques sociales (Éducation, Santé, Sécurité Sociale et Éducation supérieure) la devançaient. Le reste des institutions avec des politiques sociales ont reçu moins de ressources. On a noté les écarts les plus grands avec le Ministère du Pouvoir Populaire pour la Femme et l'Égalité des genres (33,2 fois moins que le ministère de la Défense) et avec le Ministère du Pouvoir Populaire pour les Peuples Indigènes (70 fois moins). Une analyse du projet de loi de Finances 2012 montre que cette tendance s'aggrave. Pour le nouvel exercice économique le Ministère du Pouvoir Populaire pour la Défense doublerait son budget, obtenant 21.299.025.105 Bolivares. De cette manière, l'institution militaire serait la quatrième à recevoir le plus de ressources budgétaires. Les différences avec des ministères comme celui de la Femme ou des Indigènes augmentent. Le ministère du Pouvoir Populaire pour la Femme et l'Égalité des genres recevrait ainsi 53,9 fois moins que le Ministère de la défense alors que le Ministère du Pouvoir Populaire pour les Indigènes recevrait 113,8 fois moins que le Ministère de la Défense³⁰.

D'autre part, le 11/08/2011, le président Chávez a annoncé qu'il emploierait 4 mille millions de dollars³¹ pour « l'équipement et l'entraînement » du composant militaire, lors d'une négociation de crédit avec la Russie³². Dans les 10 dernières années, le Venezuela a acheté à la Fédération Russe pour 2.068 millions de dollars d'armement, 89,6% du

29 SISOV: Indicadores [en ligne] <<http://www.sisov.mpd.gob.ve/indicadores/>> Consulté le 01.10.11

30 Assemblée Nationale : Projet de Loi de finances 2012 (en ligne) <http://www.asambleanacional.gob.ve/index.php?option=com_docman&task=doc_download&gid=3600&Itemid=185&lang=es>

31 CORREO DEL ORINOCO: Venezuela recibirá crédito ruso por US\$ 4 mil millones para cooperación técnica militar. (en ligne) <http://www.correodelorinoco.gob.ve/economia/venezuela-recibira-credito-ruso-por-us-4-mil-millones-para-cooperacion-tecnica-militar/> >06.10.2011

32 Agencia Venezolana de Noticias: *Venezuela gestiona crédito con Rusia para equipar y adiestrar a la FANB* [en ligne] <<http://www.avn.info.ve/node/72108>> consultation le 05.11.11.

total que ce pays a vendu à l'Amérique Latine³³. En 2010 le Venezuela a été le principal acheteur d'armement espagnol. Il a acquis pour 1,6 millions d'euros d'équipement anti-émeutes – incluant des gaz lacrymogènes – et pour 212 millions d'euros correspondant à deux bateaux de surveillance et à des munitions sans charge destinées à des bateaux³⁴. Pour l'année 2012, l'ouverture de l'usine de fabrication de AK 103 - une variante de l'AK 47 – est prévue dans la ville de Maracay, suite à l'accord avec le gouvernement russe en 2005 après l'acquisition de 100 mil kalashnikov³⁵. Ce serait la première usine de fabrication de AK en Amérique Latine.

L'EPU : une opportunité de dialogue gaspillée.

En 2011, le Venezuela aura connu sa première expérience d'une évaluation intégrale en matière des droits de l'homme réalisée par le CDH des Nations Unies (ONU)³⁶. Ce mécanisme grâce auquel tous les États qui font partie de l'ONU sont évalués, est conçu comme une occasion permettant aux pays de débattre et d'analyser les obligations qu'a l'État de satisfaire les droits des personnes sous sa juridiction³⁷, et à partir de l'évaluation définir les politiques et les mesures qui permettront de renforcer la capacité de l'État de satisfaire les droits et surmonter le déficit existant. C'était une grande opportunité pour développer un large débat national où les fonctionnaires de l'État et de la société civile auraient pu échanger des idées et des opinions et trouver ensemble de meilleures voies pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

Depuis longtemps, en tant qu'organisation des droits de l'homme, nous avons insisté sur la nécessité d'établir des niveaux de coopération entre l'État et la société civile pour élaborer des politiques en faveur de l'application des droits de l'homme. Dans cet objectif, nous avons présenté, en tant qu'organisation, des propositions de politiques et des

33 Rafael Uzcátegui: *Desarmar el discurso, desarmar al Estado*. Dans SIC, édition 739, novembre 2011.

34 Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Tourisme d'Espagne : Statistiques espagnoles d'exportation du matériel de défense, d'autre matériel et de produits et technologies à double usage, année 2010 [en ligne] <<http://www.comercio.mityc.es/es-ES/comercio-exterior/informacion-sectorial/material-de-defensa-y-de-doble-uso/PDF/publicaciones/INFORMEESTAD%C3%8DSTICAS20106.6.11.pdf>>

35 Europa Press: *Venezuela producirá en 2012 fusiles de asalto Kalashnikov AK-103 con el apoyo de Rusia* [en ligne] <<http://www.europapress.es/latam/venezuela/noticia-venezuela-venezuela-producira-2012-fusiles-asalto-kalashnikov-ak-103-apoyo-rusia-20110916221801.html>>

36 Pour consulter de nombreux rapports présentés par les organisations de la société civile indépendante et le rapport de l'État (en ligne) <<http://goo.gl/8sUo4>>

37 Le Conseil des Droits de l'Homme exhorte aux États de garantir que le processus se déroule avec la participation active de tous les intéressés, y compris les organisations de la société civile.

mesures³⁸. L'attitude de l'exécutif national et des autres pouvoirs publics a été de ne pas ouvrir d'espace de dialogue. L'EPU était une opportunité pour rectifier et créer des voies de coopération.

Cependant, le sectarisme avec lequel le gouvernement a accéléré le processus a empêché un rapprochement et un travail en commun avec une partie de la société civile ayant une grande expérience en matière des droits de l'homme et du développement. Le gouvernement a considéré ce processus comme une bataille pour vaincre « *les ONG financées par l'Empire* ». « *La vérité les étonnera, leur tombera dessus* »³⁹ ; adoptant une approche totalement déviée de l'esprit du processus de cette instance internationale où règne le dialogue et le respect entre les participants. En privilégiant la disqualification, le gouvernement vénézuélien méprisa le travail de centaines d'organisations sociales ayant la volonté d'offrir leurs apports et connaissances à la cause des droits de l'homme.

Cependant nous considérons comme positif le fait que le gouvernement ait accepté le mécanisme du CDH. C'est un bilan positif pour la lutte et la défense des droits de l'homme que le gouvernement, adversaire des inspections de la part des organismes internationaux de protection des droits de l'homme, ait assumé des engagements précis dont il devra rendre compte dans quatre ans. De même, il est positif que l'État ait accepté 95 recommandations et assumé 10 engagements qui le responsabilisent à adopter des politiques pour transformer ces recommandations et engagements en répercussions positives pour l'application des droits de l'homme dans le pays⁴⁰.

Cette attitude positive face au CDH s'oppose à la disqualification permanente faite aux instances du Système Inter-américain de Protection des Droits de l'Homme. Une fois de plus au cours de la période analysée, la Commission Inter-américaine (CIDH) et la Cour Inter-américaine (cour IDH) ont été qualifiées d'organes « *au service de l'empire* »⁴¹. Non seulement le gouvernement questionne et insulte les membres des deux instances mais

38 En 2008, la coalition des organisations des droits de l'homme Foro Por la Vida a élaboré et diffusé l' « Agenda pour la Démocratie et les droits de l'homme pour une vie digne pour tous et toutes. », avec 104 propositions pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays.

39 Agencia Venezolana de Noticias: *Maduro en la ONU: Derrotaremos con la verdad a las ONG financiadas por el imperio* [en ligne] <<http://www.avn.info.ve/node/80959>> Consultée le 08.10.11.

40 Organisation des Nations Unies, Assemblée Générale. Conseil des Droits de l'homme. Projet du rapport du groupe de travail sur l'Examen Périodique Universel. 11.10.11 [en ligne] <<http://goo.gl/t13ya>>

41 MINISTERIO DEL PODER POPULAR PARA LA COMUNICACIÓN E INFORMACIÓN: *Gobierno Bolivariano rechaza ataque de la CIDH contra democracia venezolana* [en ligne] <<http://goo.gl/A9C1Q>> consultée le 26.09.11.

aussi il continue à ne pas respecter les sentences de la Cour et ses mesures provisoires ainsi que les recommandations de la Commission et ses mesures préventives⁴². Nous insistons sur le fait que la campagne contre les organes de protection des droits de l'homme ne porte pas préjudice à un individu ou une organisation en particulier, mais aux personnes victimes des violations de leurs droits, quelque soit leur âge, condition sociale ou motivation politique et éloigne les possibilités de garantir la vérité, la justice et la réparation.

Maintien et complication d'une situation de fort conflit dans le pays

Une des caractéristiques de ladite *révolution bolivarienne* a été celle de créer de grandes attentes dans les secteurs populaires. « *Les gens attendent beaucoup de l'État et ce dernier s'est engagé constitutionnellement et politiquement – comme jamais – à répondre à ces attentes. Ainsi, l'État, à travers sa gestion, doit être capable de répondre à ces attentes. La frustration de ces attentes peut entraîner irritation, explosion sociale et changement de position politique* »⁴³. L'absence de réponse de la part de l'exécutif national aux demandes des citoyens a entraîné la tendance, soutenue durant les dernières années, à l'augmentation progressive des manifestations pacifiques dans le pays. Au cours de la période correspondant à ce rapport, on compte en moyenne 14,4 manifestations par jour, chiffre le plus élevé de toute la gestion du président Chávez⁴⁴. Les manifestations pour exiger des droits sociaux sont la principale motivation pour la mobilisation, ce qui est une constante depuis 1958. Au cours de la période analysée elles ont représenté 61% du total des actions d'exigibilité des droits⁴⁵. Dans le rapport précédent, Provea avait alerté qu'il avait trouvé des indices qui tendaient à la radicalisation de la protestation sociale, tendance qui s'est maintenue durant la période analysée. En effet, il y a eu 139 grèves de la faim dans tout le pays, quelques unes d'entre elles accompagnées d'actions désespérées comme celle de se coudre les lèvres de la part des manifestants⁴⁶.

42 Parmi les sentences/verdicts qui n'ont pas été accomplies dans leur totalité par l'Etat, on trouve celle de la prison de Catia et des Disparus de Vargas. Cinq autres sentences/verdicts sont aussi complètement inaccomplis. Dans les verdicts du Caracazo et du Massacre de el Amparo, on a seulement payé les indemnisations et l'enquête et la sanctions des responsables est toujours à faire.

43 Luis Salamanca: *A pesar de todo...* Op.cit. [en ligne] <<http://www.gumilla.org/?p=article&id=13172563125559&entid=article>> Consulté le 01.11.11.

44 De octobre 2010 à septembre 2011, on a enregistré 4.553 manifestations dans tout le pays.

45 Différentes études sur les conflits sociaux et la protestation au Venezuela indiquent que depuis 1958 les luttes pour les droits sociaux ont été les plus importantes/ont prévalu, aspect qui a été approfondi/renforcé au cours des quatre dernières années.

46 Voir dans ce rapport le chapitre Droit à la Manifestation Pacifique.

L'absence de concrétion des attentes créées par un discours de garantie des droits sociaux a généré une situation d'indignation généralisée et dispersée, rarement en corrélation et synchronie avec les partis politiques, et pour l'instant fragmentée par rapport à des revendications concrètes et parcellisée. Cependant, on a pu enregistrer des initiatives qui montrent une articulation naissante créée à partir du désir de répondre à des problèmes communs ainsi que l'épuisement de la logique de polarisation entre les groupes qui soutiennent le gouvernement et ceux qui y sont opposés. Au cours de la période analysée, 7 grèves civiques contre l'insécurité citoyenne ont été réalisées. De plus, la plateforme corporative Front Autonome pour la Défense de l'Emploi, du Salaire et du Syndicat (Fadess) a réalisé une journée de protestation nationale le 20 octobre, dans laquelle des actions pour défendre les droits au travail ont été coordonnées dans différentes villes du pays. Reste à savoir si les élections de 2012 vont freiner ou catalyser le processus de récupération d'autonomie des mouvements sociaux qui luttent pour leurs droits.

Un aspect positif qu'il faut noter est la promulgation des « normes sur le rôle des corps de police dans différents domaines politico-territoriaux pour garantir l'ordre public, la paix sociale et la coexistence des citoyens lors de réunions publiques et de manifestations. » Cela est un progrès dans la configuration d'une politique publique démocratique de contrôle de l'ordre public respectueuse des droits de l'homme, ce qui a probablement eu une répercussion sur la diminution de la quantité des protestations réprimées pendant la période analysée (134 cas ont été comptabilisés). Cependant, il faut signaler que cette diminution peut s'expliquer aussi par l'adoption de la part des manifestants, de stratégies de mobilisation qui réduisent la possibilité de confrontation avec les autorités. Les modalités de protestation les plus utilisées dans le pays ont été les concentrations suivies de la fermeture de rue et les grèves de travailleurs et travailleuses.

Maintien du processus de criminalisation de la protestation sociale au Venezuela.

Un cas emblématique au cours de la période analysée a été celui de Rubén González⁴⁷ détenu pendant 14 mois pour avoir soutenu une grève dans l'entreprise Ferrominera. À la fermeture de la présente édition, le leader «corporatif» était de nouveau objet de harcèlement : il était accusé de l'organisation intellectuelle du meurtre du travailleur Renny Rojas et victime d'une possible procédure de licenciement, fait qui allait à l'encontre de

47 Plus d'information sur le cas de Ruben Gonzalez dans le chapitre Droit au travail du présent rapport.

la liberté syndicale et qui prétendait réduire son droit à être réélu dans son syndicat. En plus des réglementations existantes qui mettent en difficulté l'exercice de la protestation pacifique, il faudrait ajouter à ce processus de criminalisation l'approbation en première discussion de la Réforme de la Loi Organique contre la Délinquance Organisée, qui établit une définition polémique⁴⁸ de l'acte terroriste pouvant être utilisée de manière discrétionnaire contre les personnes critiquant l'action du gouvernement.

Les acteurs politiques adoptent d'un commun accord la voie électorale pour résoudre les différends de manière démocratique.

À la différence de la situation présente entre les années 2002 et 2004, Provea a remarqué que depuis l'année dernière les acteurs politiques du pays ont soutenu la voie démocratique de la participation aux élections pour résoudre des antagonismes de manière pacifique et institutionnelle. Avec la convocation aux élections présidentielles pour octobre 2012, les différentes organisations politiques et les différents partis ont reconnu la légitimité du Conseil National Électoral (CNE) comme l'arbitre des suffrages. Ainsi, il semble que la stratégie insurrectionnelle et celle du coup d'état qu'un secteur de l'opposition cautionnait à une époque ne soit plus d'actualité. Dans ce contexte, cependant, l'option qui défendra la réélection du président Chávez participe aux élections avec l'avantage de pouvoir utiliser librement l'argent public et d'instrumentaliser les politiques sociales pour s'assurer un soutien politique. Comme le montre l'historienne Margarita López Maya : *« on voit aussi progresser l'uniformisation du tissu social populaire et son soutien à l'État, ou plus précisément au Président. Ce tissu sert d'articulation des politiques publiques, de chaîne de distribution des ressources fiscales et d'instrument de mobilisation électorale en faveur du président. »*⁴⁹ L'annonce du lancement de la « misión 7 de octubre » (mission 7 octobre) montre les limites diffuses qui existent entre le parti politique du gouvernement et l'État. En effet, grâce à cette mission le président espère atteindre 10 millions de votes⁵⁰, utilisant l'adjectif qui distingue les

48 Relatif à/concernant une conduite individuelle ou associative, d'action ou d'omission, destiné à perturber l'ordre constitutionnel ou institutionnel du pays, altérer gravement la paix publique ou intimider une population, ou obliger un gouvernement ou une organisation internationale à réaliser un acte ou s'abstenir de le faire. » Assemblée Nationale : présentation des motifs/raisons de la Ley de Reforma de la Ley Organica contra la delincuencia organizada [en ligne] <http://www.asambleanacional.gob.ve/index.php?option=com_docman&task=doc_view&gid=3624&tmpl=component&format=raw&Itemid=185&lang=es>

49 Margarita López Maya: *El populismo venezolano y sus tendencias actuales* [en ligne] <<http://www.innovaven.org/quepasa/polopi17.pdf>>

50 Prensa PSUV: *Chávez lanza la Misión 7 de Octubre en procura de 10 millones de votos* [en ligne] <<http://www.psuve.org.ve/portada/chavez-mision-7-octubre-10-millones-votos/>>

politiques sociales réalisées par le gouvernement au cours des dernières années. L'absence de frontières entre les organisations communautaires et l'État est assumée par les initiatives qui soutiennent le président Chávez : « *Le Gran Polo Patriótico (Grand Pôle Patriotique)*⁵¹ *donnera la priorité à la construction du Pouvoir Populaire (conseils communaux, communes, conseils de travailleurs, conseils étudiants) et à toute expression d'organisation du peuple et de l'État Communal* »⁵².

Indépendamment des résultats d'octobre 2012, Provea demandera au gouvernement élu de continuer et d'améliorer les politiques sociales destinées aux secteurs populaires et d'élaborer un Plan National des Droits de l'Homme qui définisse des politiques et des mesures à court, moyen et long terme pour améliorer la situation des droits de l'homme dans le pays et pour renforcer la démocratie.

Indices de progrès contre l'impunité et pour la prévention des violations des droits de l'homme.

Les niveaux élevés d'impunité qui existent dans le pays, dénoncés à plusieurs reprises par les organisations des droits de l'homme et partiellement reconnus par les porte paroles des Pouvoirs Publics, sont un des aspects qui favorisent la répétition des actions arbitraires et illégales de la part des fonctionnaires de l'État.

Il y a quatre ans, lors de la présentation de son rapport annuel devant l'Assemblée Nationale, la Procureur de la République Luisa Ortega Díaz avait dit, en faisant référence à l'impunité :

« En réalité, c'est un problème qui est grave et qui peut l'être davantage si on l'amplifie, si on le manipule. Dans ce sens, le thème a été manipulé à deux niveaux : au niveau objectif, avec des indices plus ou moins réels du phénomène, et au niveau subjectif, avec des constructions médiatiques, élaborées par des facteurs de pouvoir qui tendent à la déstabilisation, la crise, l'ingouvernabilité et l'affaiblissement des institutions, pour créditer une soi-disante fragilité, où la cible sera toujours la Présidence de la République...

« Cette stratégie ne s'est pas arrêtée. On continue à utiliser l'impunité comme une arme

51 Pôle Patriotique est la dénomination officielle des organisations qui soutiennent la réélection du président Chávez, et dans les faits, elle est dirigée par le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV).

52 Periódico Proceso: *Con la unidad popular, ahora el Polo Patriótico sí va, por la defensa y profundización de la revolución bolivariana* [en ligne] <http://www.periodicoproceso.com.ve/index.php?option=com_content&view=article&id=335:qcon-la-unidad-popular-ahora-el-polo-patriotico-si-va-por-la-defensa-y-profundizacion-de-la-revolucion-bolivarianaq-por-equipo-proceso>

de combat. L'insécurité et l'impunité continuent à être les bannières de cette lutte pour déstabiliser l'État. Et en réalité, ce sont deux situations dans lesquelles la responsabilité de l'État est du ressort de plusieurs de ses institutions. La sécurité des citoyens, les prisons, les accusés, les condamnés, et le retard dans l'administration de la justice ont quelque chose à voir avec l'Exécutif National, avec les gouverneurs, avec les maires, les policiers, les corps d'enquêtes pénales, et d'une certaine manière, tous – pour des raisons d'État – sont étroitement liés au Pouvoir Exécutif, au Pouvoir Législatif, au Pouvoir Judiciaire et au Pouvoir du Citoyen »⁵³...

Au-delà de l'utilisation biaisée de la Procureur de la République du problème de l'impunité, ce qui est important c'est qu'elle ait reconnu que le phénomène existe. Quatre ans après, la situation n'a pas changé de manière significative. Cependant, durant la gestion de la Procureur Ortega Díaz, des efforts sérieux ont été réalisés pour lutter contre l'impunité et principalement dans les cas liés aux droits de l'homme. L'un d'eux a été la création et la consolidation progressive de l'Unité Criminalistique Contre la Vulnérabilité des Droits Fondamentaux ; et les avancées dans l'enquête de graves violations des droits de l'homme dans les années 80 et en particulier dans les cas des massacres de Cantaura et de Yumare⁵⁴. Au cours de la période étudiée, plusieurs fonctionnaires de police ont été imputés pour avoir été impliqués par présomption dans des exécutions réalisées en 2009, 2010 et 2011⁵⁵. Nous reconnaissons l'attitude adéquate du Ministère Public dans le cas des morts par torture présumée dans les cellules du siège du Corps D'enquêtes Scientifiques pénales et Criminelles (CICPC) de El Rosal à Caracas⁵⁶.

De son côté, l'Assemblée Nationale a promulgué une Loi pour Sanctionner les Crimes, Disparitions, Tortures et autres Violations des Droits de l'Homme pour des Raisons Politiques durant la période 1958-1998. L'enquête et la sanction des violations qui ont eu lieu dans le passé est une dette envers les familles des victimes et les survivants, raison pour laquelle nous considérons cette loi comme positive. Nous pensons que la

53 MINISTERIO PÚBLICO: *Seis años construyendo otro Ministerio Público*. Discours de la Procureur Général à l'Assemblée Nationale [en ligne] <<http://bit.ly/sAgAsT>> 09.08.07.

54 Même si le massacre de El Amparo a eu lieu lors de cette décennie, la volonté politique montrée par le Ministère Public pour l'enquêter n'est pas très grande. Il est possible qu'une telle situation se présente car quelques fonctionnaires impliqués dans le massacre occupent aujourd'hui ou aient occupé récemment des postes dans la structure de l'État. D'autre part, Provea a sollicité pour les cas de Cantaura la violation de l'immunité du député Roger Cordero Lara (PSUV) en raison de sa participation avouée aux faits.

55 A partir du suivi réalisé de la page internet du Ministère Public, on a pu constater que l'enquête de plusieurs cas où sont impliqués des fonctionnaires de police et des militaires en violations du droit à la vie ont été assez rapides.

56 Le 26.03.2011, trois personnes sont décédées dans les cellules de ce corps de police. Des témoins ont déclaré que ces personnes avaient été torturées jusqu'à la mort. Avec célérité le Ministère Public a accéléré les enquêtes/recherches et a imputé quatre fonctionnaires et un pathologiste qui aurait modifié les résultats de l'autopsie.

lutte contre l'impunité du passé doit servir à avancer dans la lutte contre l'impunité des violations des droits de l'homme arrivées après 1998. Des rapports d'organisations non gouvernementales de défense des droits de l'homme, du Ministère Public et du Ministère de défense du peuple confirment que après 1998 un nombre élevé de graves violations des droits de l'homme a eu lieu : tortures, disparitions forcées et exécutions entre autres⁵⁷.

D'autre part, l'Exécutif National a continué à avancer dans le processus de consolidation d'un nouveau modèle de police dans lequel le respect des droits de l'homme est l'axe transversal de tout le processus. À l'occasion de l'EPU, dans son rapport, l'État vénézuélien a exprimé :

« Dans cet objectif, la Commission Nationale pour la Réforme de la Police (Conarepol) a été créée en 2006. Cette commission a eu pour mission de construire un nouveau modèle de police respectueux des normes constitutionnelles, des principes internationaux de la protection des droits de l'homme et des exigences d'intégration et de prestation égalitaires d'un service de police.

Le travail ardu et scientifique réalisé par la Conarepol a abouti à un diagnostic rigoureux des caractéristiques des policiers ; à l'analyse d'enquêtes de victimisation ; à une consultation publique des demandes de la communauté sur ce thème et à un ensemble de recommandations ; donnant naissance en 2009 à la Loi Organique du Service de Police et du Corps de Police Nationale Bolivarienne ainsi qu'au Code de Conduite des fonctionnaires civiles ou militaires qui remplissent des fonctions de policiers au niveau de la Nation, de l'État et du Municipale »⁵⁸.

A cette date, les avancées dans le processus de réforme de la police montrent qu'il y a des raisons pour être optimistes et pour croire que progressivement les violations des droits de l'homme perpétrées par des fonctionnaires de police vont diminuer et dans les cas où cela arriverait qu'il existera davantage de possibilité d'enquête et de sanction.

⁵⁷ En 2007, dans son rapport à l'Assemblée Nationale, le Procureur Général avait reconnu que entre 2000 et février 2007 le Ministère Public avait enregistré dans le pays 6.068 cas de « affrontements et règlements de compte », ce qui représente presque mille exécutions par an.

⁵⁸ Ce rapport de l'Etat peut être consulté dans le lien <<http://bit.ly/ozuYkN>>